

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 30 avril au 07 mai 2025

Friedrich Merz a été élu chancelier de la République fédérale d'Allemagne ce mardi 6 mai. Dans le système parlementaire allemand, c'est au Bundestag qu'il revient de désigner le chef du gouvernement — une étape qui devait être une simple formalité après la signature, la veille, de l'accord de coalition entre la CDU-CSU et les sociaux-démocrates. Pourtant, pour la première fois dans l'histoire du pays, un chancelier n'a pas été élu au premier tour. Merz a finalement obtenu la majorité absolue au second tour, rassemblant 325 voix sur 630 députés. Il devient ainsi le 10^e chancelier de l'Allemagne moderne. Dès ce mercredi 7 mai, il entame ses premières visites officielles à l'étranger, en commençant par la France, puis la Pologne. À Paris, à l'issue de son entretien à l'Élysée, le nouveau chancelier et le président Emmanuel Macron ont publié une tribune commune, qu'ils ont présentée lors d'une conférence de presse conjointe. Ensemble, ils appellent à une relance ambitieuse du partenariat franco-allemand, afin d'en faire un véritable moteur de souveraineté pour l'Europe, face aux défis géopolitiques, climatiques, économiques et technologiques. Sur les questions de défense, ils annoncent la création d'un Conseil de sécurité et de défense franco-allemand, chargé notamment de coordonner le soutien à l'Ukraine et de planifier les productions de défense. Ils entendent également renforcer la coopération bilatérale dans ce domaine en lançant un programme d'innovation commun.

Voici l'équipe ministérielle de la CDU. Johann Wadephul, l'actuel vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU, est le nouveau ministre des Affaires étrangères. Katherina Reiche devient ministre de l'Économie. Le ministre des Transports sera le député fédéral CDU Patrick Schnieder. Le nouveau ministère du Numérique et de la Modernisation de l'État sera dirigé par Karsten Wildberger. Nina Warken, originaire du Bade-Wurtemberg, aura la responsabilité du ministère de la Santé, tandis que Karin Prien, originaire du Schleswig-Holstein, prendra également en charge les dossiers de l'Éducation et de la Famille. Le ministre de la Chancellerie sera Thorsten Frei, un proche de Merz et premier directeur parlementaire du groupe CDU/CSU au Bundestag. Merz fait également entrer trois ministres d'État à la chancellerie : Michael Meister (coopération entre l'État fédéral et les Länder), Christiane Schenderlein (sport et bénévolat) et Wolfram Weimer (culture et médias), éditeur. Au ministère des Affaires étrangères, Serap Güler et Gunther Krichbaum deviendront ministres d'État. L'ancien ministre de la Santé Jens Spahn devient le nouveau chef du groupe parlementaire, Carsten Linneman reste secrétaire général du parti. Au sein du parti frère CSU, Alexander Dobrindt, actuel chef de groupe parlementaire, est nommé ministre fédéral de l'Intérieur. Dorothee Bär devient ministre fédérale de la Recherche, de la Technologie et de l'Espace. Le ministre de l'Agriculture est le député de Basse-Bavière Alois Rainer.

Du côté du partenaire de coalition, le SPD, les personnes suivantes seront ministres : Lars Klingbeil sera ministre des Finances et vice-chancelier. Le ministre de la Défense Boris Pistorius, reste à son poste. Bärbel Bas, présidente du Bundestag lors de la précédente législature, devient ministre du Travail. Stefanie Hubig prend en

charge le ministère de la Justice, Verena Hubertz le ministère de la Construction et Carsten Schneider le ministère de l'Environnement. Reem Alabali-Radovan remplace Svenja Schulze à la tête du ministère du Développement. Natalie Pawlik est la nouvelle déléguée à l'intégration (pas à la Chancellerie, mais au ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales) et Elisabeth Kaiser est la déléguée aux relations avec l'Est.

De plus, la CDU/CSU a nommé plusieurs secrétaires d'état parlementaires : Silvia Breher, vice-présidente de la CDU, devient secrétaire d'État parlementaire au ministère de l'Agriculture. D'autres secrétaires d'État parlementaires de la CDU sont Christoph de Vries (Intérieur) et Matthias Hauer (Recherche). Le nouveau ministère de la Numérisation et de la Modernisation de l'État devrait compter deux secrétaires d'État parlementaires. Les deux politiciens CDU Philipp Amthor et Thomas Jarzombek sont pressentis pour ces fonctions. Ulrich Lange, député CSU, rejoint également le ministère des Transports dirigé par la CDU en tant que secrétaire d'État. La CSU place la députée Silke Launert aux côtés de Dorothee Bär en tant que secrétaire d'État. Martina Enghardt-Kopf devient secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture.

Le parti AfD (Alternative für Deutschland) a été évalué par l'Office fédéral de protection de la Constitution (Bundesamt für Verfassungsschutz) le vendredi 2 mai comme étant une « organisation d'extrême droite avérée ». Cela signifie que pour le Verfassungsschutz, il est prouvé que l'AfD est globalement d'extrême droite et qu'elle s'oppose à l'ordre fondamental libéral et démocratique. Cette décision repose sur une expertise de mille pages dans laquelle des violations de la dignité humaine, de l'État de droit ou du principe démocratique sont indiquées comme des motifs déterminants. En 2019, l'AfD a d'abord été classé comme « cas à examiner » au niveau fédéral. En 2021, elle a été promue au rang de « cas suspect » d'extrême droite. Alors que, dans le « cas à examiner », le Verfassungsschutz ne peut que collecter et évaluer les déclarations publiques des fonctionnaires de l'AfD, la classification en « cas suspect » lui permet également d'utiliser des moyens de renseignement lors de l'observation. Ces instruments restent en place avec cette nouvelle classification. La réévaluation par le Verfassungsschutz devrait à présent relancer le débat sur une procédure d'interdiction du parti. Toutefois, cette procédure n'est pas automatique : être évalué comme « extrémiste de droite avéré » n'est ni une condition préalable, ni une conséquence inévitable d'une procédure d'interdiction. Il s'agit plutôt d'une décision politique : seuls le Bundestag, le Bundesrat et le gouvernement fédéral peuvent lancer une telle procédure en la demandant à la Cour constitutionnelle fédérale, qui doit ensuite décider.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



La nomination d'un **secrétaire d'État parlementaire** fait également partie de la composition du gouvernement allemand. À l'instar d'un ministre ou d'un chef de gouvernement, un secrétaire d'État parlementaire est titulaire d'une fonction de droit public et l'assiste dans l'accomplissement des tâches gouvernementales. Généralement, le secrétaire d'État parlementaire appartient au même groupe parlementaire que son ministre fédéral. En Allemagne, les secrétaires d'État parlementaires sont chargés de la coordination entre le Parlement et le gouvernement. Il représente le ministre à l'extérieur, par exemple lors de séances plénières, dans les commissions et les groupes politiques du Parlement. L'organisation est alors différente de celle de la France, où il y a un ministre délégué chargé des Relations avec le Parlement (Patrick Mignola actuellement).

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

54 %

Il s'agit du pourcentage des Allemands qui sont favorables à ce que Berlin entame des discussions avec Paris et Londres sur la création d'une force de dissuasion nucléaire européenne indépendante. Selon un sondage Eurobazooka, plusieurs enquêtes d'opinion nationales suggèrent que 69 % des Allemands soutiennent l'extension de la dissuasion nucléaire française à l'UE, 54 % souhaitent des discussions avec Paris et Londres, 85 % font confiance à la France, tandis que seulement 16 % considèrent encore les Etats-Unis comme un partenaire fiable, un chiffre historiquement bas pour l'Allemagne, dont la sécurité dépend de Washington depuis la Seconde Guerre mondiale.

3	8	4	7
0	2	6	5
4	3	1	2
7	4	9	6
9	6	2	0